



FIDUCIAL
AUDIT

AGENCE D'AIX-EN-PROVENCE
30, rue Paul Langevin
13290 AIX-EN-PROVENCE CEDEX
Tél. 04 42 52 73 10
Fax 04 42 17 03 47

Association Hélio-Marine De la Côte Occitane

845, chemin du mas du rochet
34170 Castelnau-le-Lez

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE NATIONALE DE RÉVISION COMPTABLE

Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre - N° TVA FR 39 334 301 488
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Paris - Île-de-France et Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles
Siège social : Paris La Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex - Site : www.fiducial.fr



**Association Hélio-Marine
De la Côte Occitane**

845, chemin du mas du rochet
34170 Castelnau-le-Lez

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Hélio-Marine de la Côte Occitane** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et en particulier sur le traitement des subventions et comptes associés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

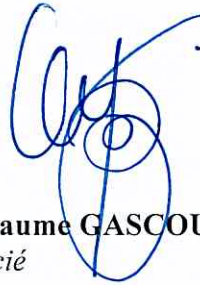
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 11 juin 2024

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT



Guillaume GASCOU
Associé

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	144 013,20	137 738,40	6 274,80	11 751,55
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	483 596,06		483 596,06	483 596,06
	Constructions	5 903 578,96	3 612 568,00	2 291 010,96	2 292 119,03
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 010 286,59	880 915,70	129 370,89	155 067,74
	Autres immobilisations corporelles	2 832 370,70	2 221 597,19	610 773,51	726 493,93
	Immobilisations corporelles en cours	3 654 633,72		3 654 633,72	664 018,59
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	171 911,56		171 911,56	170 218,81
TOTAL (I)		14 200 390,79	6 852 819,29	7 347 571,50	4 503 265,71
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	42 077,46		42 077,46	44 000,90
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	448 853,78	4 589,40	444 264,38	387 745,64
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	9 794,88		9 794,88	17 243,72
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 308 303,42		1 308 303,42	508 303,42
	DISPONIBILITES	2 128 046,50		2 128 046,50	1 785 003,45
	Charges constatées d'avance	51 381,51		51 381,51	32 990,95
	TOTAL (II)	3 988 457,55	4 589,40	3 983 868,15	2 775 288,08
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		18 188 848,34	6 857 408,69	11 331 439,65	7 278 553,79
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				171 911,56	170 218,81
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	366,33	366,33
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	4 808 052,71	4 395 318,73
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	432 958,81	436 463,51
	Excédent ou déficit de l'exercice	738 924,42	409 229,28
	Total des fonds propres (situation nette)	5 980 302,27	5 241 377,85
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	121 690,56	137 873,04
	Provisions réglementées	78 972,69	78 972,69
	Total des fonds propres	6 180 965,52	5 458 223,58
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	63 566,84	64 385,84
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	63 566,84	64 385,84
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	468 562,97	410 430,85
	Total des provisions	468 562,97	410 430,85
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 161 104,12	199 964,10
	Emprunts et dettes financières divers	1 382,70	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	20 772,88	900,00
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	429 789,01	348 773,51
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	571 962,17	574 812,37
DETTES DIVERSES	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	227 727,74	221 063,54
	Produits constatés d'avance	205 605,70	
	Total des dettes	4 618 344,32	1 345 513,52
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	11 331 439,65	7 278 553,79
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	738 924,42	409 229,28
	(1) Dont à moins d'un an	1 437 123,96	1 144 987,52
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	656,64	338,10

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	100,00	115,00
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	645 178,30	646 667,76
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 550 244,38	5 904 958,75
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 863,15	87 331,04
	Utilisations des fonds dédiés	819,00	5 870,00
	Autres produits	43 432,91	42 572,42
Total des produits d'exploitation		7 276 637,74	6 687 514,97
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	163 565,06	170 343,86
	Variation de stock	1 923,44	2 085,74
	Autres achats et charges externes	1 610 969,21	1 646 103,00
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	429 479,97	422 685,44
	Salaires et traitements	2 761 574,37	2 617 429,15
	Charges sociales	1 215 494,23	1 169 898,93
	Dotation aux amortissements et dépréciations	306 834,22	291 793,91
	Dotation aux provisions	87 990,40	11 001,58
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 809,56	1 941,21
Total des charges d'exploitation		6 583 640,46	6 333 282,82
RESULTAT D'EXPLOITATION		692 997,28	354 232,15

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		692 997,28	354 232,15
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	21 898,56	9 382,21
	Autres intérêts et produits assimilés	11 967,12	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		33 865,68	9 382,21
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	13 478,94	174,68
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		13 478,94	174,68
RESULTAT FINANCIER		20 386,74	9 207,53
RESULTAT COURANT avant impôts		713 384,02	363 439,68
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	40 052,33	24 036,70
	Sur opérations en capital	16 182,48	25 759,31
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	56 234,81	49 796,01
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	26 402,15	3 026,41
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	898,26	
	Total des charges exceptionnelles	27 300,41	3 026,41
RESULTAT EXCEPTIONNEL		28 934,40	46 769,60
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		3 394,00	980,00
TOTAL DES PRODUITS		7 366 738,23	6 746 693,19
TOTAL DES CHARGES		6 627 813,81	6 337 463,91
EXCEDENT ou DEFICIT		738 924,42	409 229,28
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

2023

ANNEXE

au 31/12/2023

ASSOCIATION C.O.M. & HELIO-MARIN

Chemin du Mas du Rochet

34170 CASTELNAU LE LEZ

Code APE : 8610Z

SIRET : 77606541900025

Règles et Méthodes Comptables

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Présentation de l'Association

Installé aux portes de Montpellier, le **Centre Orthopédique Maguelone**, plus connu sous le nom de « Centre Maguelone », est reconnu pour la qualité des soins qui y sont apportés et de son expertise en matière de rééducation des pathologies de l'appareil locomoteur.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 11 331 440 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de **738 924** euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les comptes annuels ont été arrêté le 11 Juin 2024 par le Conseil d'Administration.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi n°83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
 - ☐ 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
 - ☐ 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
 - ☐ 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
 - ☐ 2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général
 - ☐ 2018-06 du 05 Novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- l'avis du Conseil National de la Comptabilité n°2007-05 du 04 Mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux, médico-sociaux
- l'instruction codificatrice n°09-006 M22 du 31 Mars 2009 (Tome I : le cadre comptable)

Fait caractéristique de l'exercice

1°) Revalorisations salariales

L'exercice 2023 a été impacté de façon très limitée par la poursuite de la crise sanitaire liée à la pandémie mondiale COVID 19.

Dans le cadre du Ségur de la santé, une revalorisation des salaires des professionnels de santé à effet du 1er septembre 2020 a été actée et financée par l'ARS.

Le montant au titre de l'année 2023 s'élève à de 454.107,95 € et porte sur:

- la transposition des points d'indice EBNL PNM (Personnel Non Médical) et PM (Personnel Médical),
- les mesures d'attractivité pour les carrières soignantes pour les personnels EBNL
- et Mesure Ségur : Revalorisation des personnels médicaux et non médicaux des EBNL.

Au titre des nouvelles mesures salariales, dites "Mesures GUERINI", l'ARS a versé une dotation spécifique d'un montant de 5.186,65 €.

Règles et Méthodes Comptables

Afin de lutter contre l'inflation, l'ARS a accordé un crédit non reconductible libellé "Soutien exceptionnel aux EBNL" à hauteur de 28465,99 €.

2°) A l'automne 2022 ont démarré les travaux d'extension des locaux afin de développer l'activité d'Hospitalisation de Jour (HDJ). L'Association a souscrit un emprunt de 4.000.000 € pour le financement des travaux. A la date de clôture, le cumul des déblocages s'élève à 3.160.447,48 € et le montant des travaux en-cours s'élève à 3.654.633,72 €.

La visite de conformité a eu lieu fin avril 2024 et les premiers patients d'HDJ ont été accueilli début mai 2024. La mise en service du nouveau bâtiment interviendra sur l'exercice 2024.

Au titre de 2023, l'ARS a attribué une dotation spécifique relative à l'extension de l'activité locomoteur avec une mise en oeuvre progressive entre 2023 et 2024 pour un montant de 431.200 € pour une base de 20 patients (soit 5.000 journées). Après une montée en charge, le nombre de journée réellement en 2023 pour l'activité HDJ s'est établi à 2.384. Ainsi, par prudence, il a été constaté comptablement un produit constaté d'avance à hauteur de 205.606 €.

3°) Congés payés et arrêts maladie

La loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne du 22 Avril 2024 apporte une réponse aux jurisprudences du 13 septembre 2023 de la Cour de Cassation. Elle met en conformité le droit Français avec le droit de l'Union Européenne en consacrant le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie acquièrent des congés payés. Elle instaure, notamment, un délai de report de congés limité à 15 mois ainsi que de nouvelles obligations pour les employeurs.

A la clôture 2023, l'Association a procédé à une analyse de sa situation au regard de cette nouvelle loi. Le montant du passif éventuel s'élèverait à 909,50 € brut chargé. Ce montant n'a pas fait l'objet d'une comptabilisation pour risque au 31/12/2023.

4°) La réforme de financement des activités SMR (Soins Médicaux et de Réadaptation)

La réforme du financement des activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR) est entrée en vigueur depuis le 1er juillet 2023. Le décret n°2023-696 du 29 juillet 2023 prolonge les vecteurs de financement historiques jusqu'au 31 décembre 2023.

Le modèle de financement associe plusieurs compartiments : un financement lié à des critères populationnels et territoriaux, une valorisation de l'activité de soins, un financement dédié aux plateaux techniques spécialisés et un financement dédié à la qualité de prise en charge.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Règles et Méthodes Comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les coûts des emprunts sont comptabilisés en charges.

La valeur résiduelle n'est pas prise en compte dans la base amortissable des éléments d'actifs.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes : les bâtiments d'origine ainsi que leurs extensions ultérieures.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Structure des constructions	30 à 50 ans
- Installations générales et techniques constructions	15 à 50 ans
- Agencements et aménagements constructions	10 ans
- Installations industrielles	5 ans
- Matériel et outillage	5 ans

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les actifs ont été évalués à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à disposition.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectué lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Périmètre

Le résultat de l'association résulte du groupement de deux sections qui la composent :

Règles et Méthodes Comptables

- Centre d'Orthopédie Maguelone
- Association Hélio Marine

Section Médicale
Section Administration Générale

	C.O.M.	A. Hélio-Marine	TOTAL
Recettes	7.366.638,23 €	100 €	7.366.738,23 €
Charges	6.626.547 €	1.267 €	6.627.814 €
Résultat	740.091,49 €	- 1.167 €	738.924,42 €

Provision pour engagements de retraite

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière. Les engagements ont été constatés sous forme de provisions au passif de l'association pour un montant de 416.169 €, selon les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,17 %
- Taux de progression des salaires : 2%
- Départ à l'initiative du salarié
- Taux moyen de charges : 57.81 %

Calculé selon l'avenant 2014-01 de l'hospitalisation privée à but non lucratif pour les cadres et non cadres.

Engagement hors bilan

Créances dites "de l'article 58"

Par décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007, l'Etat posait le principe du remboursement du solde des créances dites "de l'article 58" (créances de l'article R174-1-9 du code de la sécurité sociale : lors du passage en dotation globale en 1983, créances nées des factures non encore émises par les établissements au 31/12/1983) aux établissements de santé antérieurement sous dotation globale dans le cadre de la mise en place de la tarification à l'activité.

Dans un arrêté du 29 juin 2009, il en fixait les modalités et le calendrier de remboursement du solde.

L'ensemble des établissements de santé antérieurement sous dotation globale et bénéficiant désormais d'une tarification à l'activité se sont vus restituer ces créances.

En date du 27 septembre 2007, et en vue d'un remboursement ultérieur, l'association Héliomarine a été questionnée par son autorité de tarification sur le montant global de ses créances de l'article 58.

Ce montant, s'élevant à **159 540,77 €**, a été confirmé par l'agent comptable et de directeur de la caisse pivot d'assurance maladie dans un acte de reconnaissance réciproque daté du 27 septembre 2009, et se répartit de la façon suivante :

- créances de 1985 : 984.964,02 francs
- créances de 1986 : 61.620,40 francs
- total = 1.046.584, 42 francs soit 159.540, 77 €

Changements de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Dans le cadre de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 Mai 2006, l'association communique la rémunération des trois plus haut cadres dirigeants bénévoles et/ou salariés ainsi que leurs avantages en nature. Pour l'exercice 2023, cette rémunération s'élève à 340.623 € .

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées et comptabilisées en 2023 car la nature et l'importance ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	144 013,20					144 013,20
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	144 013,20					144 013,20
CORPORELLES	Terrains	483 596,06					483 596,06
	Constructions sur sol propre	5 798 788,56					5 798 788,56
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	11 683,36		93 107,04			104 790,40
	Instal technique, matériel outillage industriels	972 442,79		46 706,34		8 862,54	1 010 286,59
	Instal., agencement, aménagement divers	2 009 407,93		14 886,01		10 558,73	2 013 735,21
	Matériel de transport	26 055,88					26 055,88
	Matériel de bureau, mobilier	787 548,61		5 031,00			792 579,61
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	664 018,59		2 990 615,13			3 654 633,72
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 753 541,78		3 150 345,52		19 421,27	13 884 466,03
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	170 218,81		1 692,75			171 911,56
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	170 218,81		1 692,75			171 911,56
TOTAL		11 067 773,79		3 152 038,27		19 421,27	14 200 390,79

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	132 261,65	5 476,75		137 738,40
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	132 261,65	5 476,75		137 738,40
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	3 512 756,51	86 666,95		3 599 423,46
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	5 596,38	7 548,16		13 144,54
	Instal technique, matériel outillage industriels	817 375,05	72 403,19	8 862,54	880 915,70
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 393 832,39	93 533,78	10 558,73	1 476 807,44
	Matériel de transport	26 055,88			26 055,88
	Matériel de bureau, mobilier	672 731,55	41 601,98		714 333,53
	Emballages récupérables et divers	3 898,67	501,67		4 400,34
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 432 246,43	302 255,73	19 421,27	6 715 080,89
TOTAL		6 564 508,08	307 732,48	19 421,27	6 852 819,29

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2023
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
	Provisions pour investissement					
	Provisions pour hausse des prix					
	Provisions pour amortissements dérogatoires	78 972,69				78 972,69
	Provisions fiscales pour prêts d'installation					
	Provisions autres					
	PROVISIONS REGLEMENTEES	78 972,69				78 972,69
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges					
	Pour garanties données aux clients					
	Pour pertes sur marchés à terme					
	Pour amendes et pénalités					
	Pour pertes de change					
	Pour pensions et obligations similaires	331 616,00	84 553,00			416 169,00
	Pour impôts					
	Pour renouvellement des immobilisations					
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
	Autres	78 814,85		26 420,88		52 393,97
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	410 430,85	84 553,00	26 420,88		468 562,97
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières					
	Sur stocks et en-cours					
	Sur comptes clients	3 489,83	3 437,40	2 337,83		4 589,40
	Autres					
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	3 489,83	3 437,40	2 337,83		4 589,40
TOTAL GENERAL		492 893,37	87 990,40	28 758,71		552 125,06
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			87 990,40	28 758,71		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.						

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	366,33			366,33
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	4 395 318,73	412 733,98		4 808 052,71
Report à nouveau	436 463,51		3 504,70	432 958,81
Résultat de l'exercice	409 229,28	738 924,42	409 229,28	738 924,42
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	137 873,04		16 182,48	121 690,56
Provisions réglementées	78 972,69			78 972,69
TOTAL	5 458 223,58	1 151 658,40	428 916,46	6 180 965,52

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
ARS - IFAQ FINANCEMENT FORMATION	64 385,84		819,00			63 566,84	63 566,84
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	64 385,84		819,00			63 566,84	63 566,84

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	171 911,56	171 911,56	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	448 853,78	448 853,78	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 794,88	9 794,88	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	51 381,51	51 381,51	
	TOTAL DES CREANCES	681 941,73	681 941,73	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	656,64	656,64		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	3 160 447,48		3 160 447,48	
	Emprunts et dettes financières divers (1)(2)	1 382,70	1 382,70		
	Fournisseurs et comptes rattachés	429 789,01	429 789,01		
	Personnel et comptes rattachés	178 920,19	178 920,19		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	339 752,32	339 752,32		
	Impôts sur les bénéfices	3 394,00	3 394,00		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	49 895,66	49 895,66		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	227 727,74	227 727,74		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	205 605,70	205 605,70		
	TOTAL DES DETTES	4 597 571,44	1 437 123,96	3 160 447,48	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		2 960 821,48			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Concours publics et subventions

31/12/2023

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		6 547 966,61				6 547 966,61
Subventions d'exploitation		2 277,77				2 277,77
Subventions d'investissement						
TOTAL		6 550 244,38				6 550 244,38

Produits à recevoir

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		43 082
Autres créances clients		21 320
FACTURES A ETABLIR	21 320	
Autres créances		21 762
ORG SOCIAUX PROD A RECEV.	9 795	
INTERETS COUR. A RECEVOIR	11 967	

Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	21 320	8 264	13 056	157,9
Autres créances	21 762	16 884	4 878	28,89
TOTAL	43 082	25 148	17 934	71,31

Charges à payer

31/12/2023

Total des Charges à payer		313 619
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		657
AGIOS A PAYER	657	
Emprunts et dettes financières divers		1 383
INTERETS COURUS / EMPRUNT	1 383	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		33 958
FACTURES A RECEVOIR	33 958	
Dettes fiscales et sociales		277 621
PERS. AUT.CHARGES A PAYER	174 013	
COMITE D'ENTREP.-FDS SOC	2 222	
COMPTE EPARGNE TEMPS / CAP	743	
ORGAN. SOCIAUX A PAYER	73 988	
CHARGES SOC./CET CAP	302	
ETAT CHARGES A PAYER	26 246	
CHARGES FISCALES / CET CAP	107	

Charges à payer (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	657	338	319	94,21
Emprunts et dettes financières divers	1 383		1 383	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 958	24 567	9 391	38,23
Dettes fiscales et sociales	277 621	279 856	(2 235)	-0,80
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	313 619	304 761	8 858	2,91

Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	51 382	32 991	18 391	55,74
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	51 382	32 991	18 391	55,74

Effectif moyen

		31/12/2023	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres		12,13	
	Professions intermédiaires			
	Employés		36,70	
	Ouvriers		2,37	
	TOTAL		51,20	

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	CAC							
	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	10 922,00	10 227,60	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	10 922,00	10 227,60	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	10 922,00	10 227,60	100,00	100,00				